



LA RÉFORME DES LP EXPLIQUÉE À TOUTES ET TOUS...

LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

UN ENJEU DE CLASSE ET DE SOCIÉTÉ

60% des élèves de lycées professionnels sont issu·es des classes populaires. La réforme Macron, c'est fermer toutes les formations qui ne répondent pas aux besoins locaux de main-d'œuvre, allonger le temps de stage en entreprises pour les élèves et tisser des liens plus forts entre le LP et le monde économique. C'est renforcer la mainmise des entreprises sur la formation scolaire. Cette réforme veut insérer à tout prix dans les métiers en tension et d'avenir pour répondre aux objectifs politiques du plein emploi en 2027. Jamais ne sont évoqués la nature des contrats de travail, la qualification, le salaire, les conditions de travail et de sécurité. Le but est de fournir une main d'œuvre précaire, corvéable et à moindre coût.

RENFORCER LA MAINMISE DU PATRONAT SUR LA FORMATION SCOLAIRE

Les lycées professionnels (LP) n'ont pas vocation à être au service des entreprises, mais bien à celui des élèves. On ne forme pas mieux « sur le tas ». Poussée par la rentabilité, l'entreprise n'en a ni le temps ni les moyens. De plus, elle présente pour les jeunes – qui, de surcroît, ne peuvent se défendre –, les mêmes risques liés aux manquements à la sécurité, à l'exposition aux produits dangereux, aux accidents du travail et aux violences sexistes et sexuelles que pour les adultes. Cette réforme consacre le passage de l'apprentissage d'un métier à l'acquisition de compétences pour une employabilité immédiate. Elle s'attaque aux diplômes et à la qualification et in fine au salaire.

POUR LES ÉLÈVES
GRATIFICATION DES STAGES
ENTRE 1,4 ET 2,8 €/H
FINANCÉE PAR L'ÉTAT
ET NON PAR LES ENTREPRISES

Les lycées professionnels doivent rester au service des élèves, pas du patronat !

- La CGT Éduc'action, attachée à la valeur émancipatrice de la formation, dénonce cette nouvelle offensive libérale contre l'École. Elle demande le retrait de cette réforme et le renforcement de la voie professionnelle sous statut scolaire.
- La CGT Éduc'action réaffirme sa revendication d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, afin de renforcer l'égalité des chances pour toutes et tous et s'engage à lutter contre toutes les discriminations.

avec la **CGT** UN AUTRE
CHOIX de
SOCIÉTÉ !

CGT Éduc'action

263 Rue de Paris 93100 Montreuil

01 55 82 76 55

unsen@cgteduc.fr



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteducaction